

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 25/014/2007 – ÉFAI  
2 juillet 2007

**Action complémentaire sur l'AU 04/07 (AFR 25/001/2007, 4 janvier 2007) Craintes de torture ou de mauvais traitements / « Disparition » / Prisonniers d'opinion**

**ÉTHIOPIE**      **Meqcha Mengistu (h) 38 ans** ] enseignants et responsables de  
                  **Anteneh Getnet (h), 42 ans** ] l'Ethiopian Teachers' Association  
                  **Tilahun Ayalew (h), 49 ans** ] (ETA, Association des enseignants éthiopiens)  
**Nouvelle personne menacée : Woldie Dana (h), enseignant, membre de l'ETA**

---

Amnesty International a appris que les quatre membres de l'Ethiopian Teachers' Association (ETA, Association des enseignants éthiopiens) nommés ci-dessus, qui avaient été arrêtés en décembre 2006, ont été libérés au mois de mars. Trois d'entre eux ont cependant été de nouveau appréhendés depuis. Le quatrième, Tilahun Ayalew, est entré dans la clandestinité. Amnesty International pense que les trois enseignants actuellement détenus sont des prisonniers d'opinion détenus pour avoir pris part aux activités syndicales de l'ETA, qui sont pourtant légales. Ils risquent de subir des tortures ou d'autres formes de mauvais traitements.

Ces hommes auraient été accusés d'appartenir au Front patriotique du peuple éthiopien (FPPE), un groupe armé d'opposition. Il s'agit du même chef d'inculpation que celui retenu contre eux à la suite de leur arrestation en décembre. Or, le tribunal qui avait ordonné leur libération en mars avait estimé qu'il n'existait aucune preuve étayant cette accusation.

Anteneh Getnet et Meqcha Mengistu ont tous deux été interpellés chez eux, le 30 mai. Woldie Dana, enseignant à l'école primaire et membre de l'ETA, a lui aussi été arrêté à son domicile le 4 juin. Il avait déjà été appréhendé en décembre 2006 et libéré le 22 mars sur ordre du tribunal.

Les trois hommes sont actuellement détenus dans la prison de Kaliti à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne.

Tilahun Ayalew s'est réfugié dans la clandestinité le 28 mai, lorsqu'il a appris que des agents des forces de sécurité du gouvernement étaient en route pour l'arrêter. Ils ont emmené sa femme à sa place, mais l'ont relâchée le lendemain. Tilahun Ayalew a également été libéré le 22 mars, après son arrestation sans mandat, en décembre 2006. À la suite de celle-ci, il a été conduit dans une forêt, torturé quatre jours durant puis battu jusqu'à ce qu'il perde connaissance. Il a ensuite été transféré à la Commission de la police d'Addis-Abeba le 26 décembre. Un tribunal d'Addis-Abeba a ordonné sa libération le 28 décembre. La police l'a toutefois arrêté à nouveau et il est resté en détention jusqu'au 22 mars. Tilahun Ayalew présente aujourd'hui des difficultés à marcher des suites des tortures qu'il a subies.

Anteneh Getnet et Meqcha Mengistu auraient également déclaré avoir été victimes d'actes de torture au cours de leur détention, entre décembre et mars. Ils affirment qu'on les a forcés à signer de fausses déclarations reconnaissant leurs liens avec le FPPE. Bien qu'ayant rejeté ces « aveux », le tribunal n'a pas enquêté sur les actes de torture que les deux hommes affirment avoir subis.

Meqcha Mengistu, père de quatre enfants, enseigne dans un lycée et préside la section locale de l'ETA pour la région du Godjam oriental. Il est également membre du Comité de l'ETA chargé de la mise en œuvre d'un programme éducatif sur le VIH/sida (EFAIDS). Il a été arrêté le 17 décembre et soumis à de nombreux passages à tabac visant à lui faire « avouer » son appartenance au FPPE.

Anteneh Getnet a été élu au Conseil régional de l'ETA pour Addis-Abeba en août 2006. Arrêté en décembre 2006, il aurait déclaré, après sa libération en mars, qu'il avait régulièrement été torturé : il aurait été suspendu par les pieds et les mains, la tête à l'envers et la poitrine touchant le sol, et abandonné dans cette position toute la nuit, si bien qu'il souffre aujourd'hui de graves problèmes aux bras, aux jambes et au dos. On lui a dit qu'il ne serait pas libéré tant qu'il n'aurait pas reconnu appartenir au FPPE.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Affiliée à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et à l'Internationale de l'Éducation, l'Ethiopian Teachers' Association (ETA, Association des enseignants éthiopiens) est le principal syndicat d'Éthiopie et réunit un demi-million de membres. Elle s'est montrée critique envers les politiques menées en matière d'éducation par le gouvernement, notamment dans les domaines de l'enseignement des langues régionales et des conditions d'emploi des enseignants. Les autorités ont tenté de remplacer l'ETA en créant un syndicat rival progouvernemental portant le même nom que le sien. Depuis l'arrivée au pouvoir du Front démocratique révolutionnaire populaire éthiopien (FDRPE) en 1991, partout en Éthiopie des centaines d'enseignants et de membres de l'ETA ont été appréhendés ou licenciés arbitrairement pour avoir refusé, selon certaines sources, de soutenir ce parti. Tous ont fini par être libérés.

## **ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :**

- déclarez-vous préoccupé par le fait que Meqcha Mengistu, Anteneh Getnet et Woldie Dana ont de nouveau été arrêtés pour les mêmes raisons que précédemment, alors qu'un tribunal avait écarté les soupçons pesant sur eux et ordonné leur libération en mars 2007 ;
- appelez les autorités à faire la lumière sur les informations selon lesquelles Tilahun Ayalew et Anteneh Getnet ont été torturés en détention entre décembre 2006 et mars 2007 ;
- invitez-les à veiller à ce que les trois hommes ne soient ni torturés ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements en détention ;
- exhortez les autorités à leur permettre immédiatement de voir leurs proches, de bénéficier des services d'un avocat et de recevoir tous les soins médicaux qui pourraient leur être nécessaires ;
- demandez-leur de libérer immédiatement et sans condition Meqcha Mengistu, Anteneh Getnet et Woldie Dana, qu'Amnesty International considère comme des prisonniers d'opinion puisqu'ils n'ont fait qu'exercer leurs droits d'exprimer leurs opinions sans violence et de mener des activités syndicales.

## APPELS À :

### Ministre de la Justice :

Mr Assefa Kesito, Ministry of Justice, PO Box 1370, Addis Ababa, Éthiopie

**Fax :** +251 11 5517775  
+251 11 5520874

**Courriers électroniques :** [ministry-justice@telecom.net.et](mailto:ministry-justice@telecom.net.et)

**Formule d'appel :** Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

### Responsable de la police au niveau fédéral :

Mr Workneh Gebeyehu, Ministry of Federal Affairs, PO Box 5068, Addis Ababa, Éthiopie

**Formule d'appel :** Dear Commissioner, / Monsieur,

## COPIES À :

### Premier ministre :

His Excellency Meles Zenawi, Office of the Prime Minister, PO Box 1031, Addis Ababa, Éthiopie

**Fax :** +251 11 1552020

### Ministre de l'Éducation :

Mr Sintayehu Woldemikael, Ministry of Education, PO Box 1367, Addis Ababa, Éthiopie

**Fax :** +251 11 155 08 77

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 13 AOÛT 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*